

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

46+1(2023)R18

17 mars 2023

**18<sup>E</sup> RÉUNION DU GROUPE DE NÉGOCIATION AD HOC DU  
CDDH (« 46+1 ») SUR L'ADHÉSION DE L'UNION  
EUROPÉENNE À LA CONVENTION EUROPÉENNE DES  
DROITS DE L'HOMME**

---

**Rapport de réunion**

---

Mardi 14 mars – jeudi 17 mars 2023

Palais de l'Europe, Salle 7

Conseil de l'Europe

---

**Point 1 : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

1. Le Groupe de négociation ad hoc du CDDH (« Groupe 46+1 ») sur l'adhésion de l'Union européenne (UE) à la Convention européenne des droits de l'homme (la Convention) a tenu sa 18<sup>e</sup> réunion du 14 au 17 mars 2023 sous la présidence de Tonje MEINICH (Norvège). La liste des participants figure à l'annexe I.
2. Le Groupe adopte l'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe II.

**Point 2 : Questions relatives à l'article 7 de l'accord d'adhésion (y compris les parties pertinentes des autres instruments d'adhésion)**

3. Le Groupe reprend sa discussion sur les questions relatives à l'article 7<sup>1</sup> de l'Accord d'adhésion concernant le vote au sein du Comité des Ministres sur les décisions relatives à la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme par l'UE. En ce qui concerne la proposition d'ajouter un seuil supplémentaire au paragraphe 1 de la Règle n° 18, à savoir la majorité simple des voix exprimées par les représentants des Hautes Parties contractantes autres que l'UE et ses États membres, il est rappelé qu'il est également nécessaire d'assurer une participation significative des États non membres de l'UE lorsque les voix de l'UE et de ses États membres ne suffisent pas à elles seules à déterminer le résultat. Le Groupe réaffirme qu'un tel seuil supplémentaire ne s'écarte pas de la pratique établie au sein du Comité des Ministres d'adopter des décisions par consensus, les votes formels n'ayant lieu qu'exceptionnellement, et qu'il ne constitue pas un précédent pour les modalités de vote dans le cadre d'autres conventions et accords partiels du Conseil de l'Europe auxquels l'UE pourrait adhérer. Sur cette base, le Groupe approuve provisoirement la Règle n° 18, ainsi révisée, et le texte d'accompagnement du rapport explicatif.
4. Le Groupe reprend sa discussion sur la proposition d'ajouter une clause de révision à la Règle n° 18. Il rappelle que le Comité des Ministres pourra en tout état de cause réexaminer l'application de la Règle n° 18 à tout moment ; la valeur ajoutée de la clause de révision serait de s'assurer que cela se produise dans un certain délai. Le Groupe révisé le libellé de la proposition retenue lors de la réunion précédente, rédige le texte du paragraphe correspondant du rapport explicatif et approuve provisoirement ces modifications.
5. Sur la base de ce qui précède, la délégation qui avait une réserve à l'article 7 lève cette réserve.

**Point 3 : Article 3 du projet d'accord d'adhésion**

6. Le Groupe examine un document informel soumis par une délégation et contenant des propositions de texte et des modifications concernant l'article 3 du projet d'accord d'adhésion et en particulier les dispositions relatives au déclenchement et à la cessation du mécanisme de codéfendeur, au principe de responsabilité conjointe et à la procédure d'implication préalable. À l'issue des discussions, le Groupe convient provisoirement d'apporter d'autres modifications à l'article 3, paragraphes 5 à 8, et aux paragraphes correspondants du rapport explicatif. Sur cette base, la délégation qui avait soumis le document informel lève sa réserve sur l'article 3.

---

<sup>1</sup> Numérotation des articles du texte de 2013, telle qu'utilisée dans le projet d'ordre du jour. L'article 7 est devenu l'article 8 dans le texte final qui figure en annexe au Rapport du Groupe au CDDH (document 46+1(2023)35).

**Point 4 : Panier 4 (la situation des actes de l'UE dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune qui sont exclus de la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne)**

7. Le représentant de l'UE informe le Groupe de l'intention de l'UE de résoudre la question du panier 4 en interne, et de ce qu'il s'attend à ce que le Groupe ne soit pas tenu de traiter cette question dans le cadre de ses propres travaux, mais que cette question n'a pas encore été résolue au sein de l'UE.

8. Le Groupe note qu'il sera nécessaire que toutes les parties aux négociations soient informées de la manière dont la question du panier 4 est résolue et qu'elles l'examinent avant de pouvoir donner leur accord final à l'ensemble des instruments d'adhésion. Dans ce contexte et afin de maintenir la dynamique, l'UE s'engage à informer le CDDH à intervalles appropriés de l'état des discussions internes de l'UE sur le panier 4.

**Point 5 : Révision éditoriale des projets d'instruments d'adhésion révisés**

9. Le Groupe procède à une révision éditoriale des versions anglaises des projets d'instruments d'adhésion révisés. Il demande au Secrétariat d'apporter toutes les modifications supplémentaires correspondantes à la version française du document « Propositions de révisions éditoriales » (46+1(2023)32) et invite les membres intéressés à faire part au Secrétariat de toute suggestion de révision éditoriale supplémentaire des textes français.

**Point 6 : Adoption du Rapport du Groupe au CDDH**

10. Le Groupe conclut qu'il a résolu toutes les questions qu'il est actuellement censé traiter. La délégation qui avait émis une réserve sur l'article 6 lève cette réserve. Plusieurs États membres n'appartenant pas à l'UE rappellent l'importance particulière de la déclaration commune du groupe informel des États membres n'appartenant pas à l'Union européenne sur les principes clés de négociation, adoptée en marge de la 6<sup>e</sup> réunion (voir 47+1(2020)R6, annexe III), et se félicitent du fait que les négociations ont respecté ces principes.

11. Le Groupe convient alors d'adopter provisoirement l'ensemble des projets d'instruments d'adhésion révisés qui en résulte, sans qu'aucune délégation n'émette de réserve. Il décide que les projets d'instruments d'adhésion révisés seront annexés à son rapport au CDDH.

12. Le Groupe examine ensuite le projet de rapport au CDDH, le révisé à la lumière des résultats de la présente réunion et adopte son rapport au CDDH, tel qu'il figure dans le document 46+1(2023)35. Le Secrétariat informe le Groupe qu'il mettra également à disposition une copie des instruments d'adhésion révisés montrant toutes les modifications apportées aux textes de 2013.

**Point 7 : Questions diverses**

13. Le Groupe rappelle le processus qui a suivi l'adoption de son rapport final d'avril 2013 au CDDH. Il recommande au CDDH de continuer à suivre activement cette question dans l'attente de la résolution du panier 4, tout en transmettant les projets d'instruments au Comité des Ministres pour information. En l'absence de réunions formelles du Groupe dans le futur, il est également suggéré qu'un Groupe informel d'amis de l'adhésion de l'UE à la Convention soit créé afin de fonctionner comme « caisse de résonance » pour discuter de la solution interne proposée par l'UE pour le panier 4.

14. Le Groupe remercie chaleureusement sa présidente, Tonje MEINICH, pour sa direction exemplaire, son engagement constant et sa diplomatie sans faille dans la conduite des négociations du Groupe pendant plus de dix ans. Il exprime également sa gratitude au Vice-président ainsi qu'au Secrétariat pour l'excellente façon dont il a soutenu les travaux du Groupe.

**Point 8 : Adoption du rapport de réunion**

15. Le Groupe adopte le présent rapport de réunion.

**ANNEXE I****Liste des participants****MEMBERS / MEMBRES**

<b>ALBANIA / ALBANIE</b>	<b>Migena MAKISHTI</b> Department of International and European Law, Ministry for Europe and Foreign Affairs of Albania
<b>ANDORRA / ANDORRE</b>	<b>Joan FORNER ROVIRA</b> Permanent Representative of Andorra to the Council of Europe  <b>Marc CASADEVALL TOUSEIL</b> Third Secretary Department of International Legal Affairs and Human Resources Ministry of Foreign Affairs  <b>Enya FOLGUERA DIAZ</b> Juriste / Département des Affaires Juridiques Internationales Ministères des Affaires Étrangères - Principauté d'Andorre
<b>ARMENIA / ARMÉNIE</b>	<b>Anna MKHITARYAN</b> Chief Specialist of the Department of Treaties and International Law, Ministry of Foreign Affairs of the Republic Armenia
<b>AUSTRIA / AUTRICHE</b>	<b>Martin MEISEL</b> Head of Department for EU Law, Federal Ministry for Foreign Affairs  <b>Brigitte OHMS</b> Deputy Government Agent of Austria, Deputy Head of Department, European and International Law, Human Rights, Federal Chancellery
<b>AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN</b>	<b>Saadat NOVROZOVA</b> Head of the Human Rights Protection Unit of the Law Enforcement Bodies Department of the Administration of the President of the Republic of Azerbaijan
<b>BELGIUM / BELGIQUE</b>	<b>Marie SNEYERS</b> Legal adviser, Permanent Representation of Belgium to the European Union
<b>BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE</b>	<b>Monika MIJIC</b> Acting Agent of the Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina before the European Court of Human Rights  <b>Jelena CVIJETIC</b> Acting Agent of the Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina before the European Court of Human Rights
<b>BULGARIA / BULGARIE</b>	<b>Aleksandra DIMITROVA</b> Deputy to the Permanent Representative Permanent Representation of Bulgaria to the Council of Europe

<b>CROATIA / CROATIE</b>	<p><b>Narcisa BEĆIREVIĆ</b> Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Republic of Croatia to the Council of Europe</p>
<b>CYPRUS / CHYPRE</b>	<p><b>Demetris LYSANDROU</b> Senior Counsel of the Republic Law Office of the Republic of Cyprus</p> <p><b>Nicoletta IOANNOU</b> Senior Counsel of the Republic Law Office of the Republic of Cyprus</p>
<b>CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHÈQUE</b>	<p><b>Vladimír JANOUŠEK PYSK</b> Senior Ministerial Counsellor – Head of the Department Department for the Proceedings before the UN Treaty Bodies Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights</p> <p><b>Dominika CZECHOVÁ</b> Lawyer, Permanent Representation of the Czech Republic to the EU</p>
<b>DENMARK / DANEMARK</b>	<p><b>Christine BERG</b> Legal Consultant, The Ministry of Justice, Constitutional and Human Rights Law Division</p>
<b>ESTONIA / ESTONIE</b>	<p><b>Helen-Brigita SILLAR</b> Lawyer, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs</p>
<b>FINLAND / FINLANDE</b>	<p><b>Krista OINONEN</b> Director, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Agent of the Government of Finland before the European Court of Human Rights, Legal Service, Ministry for Foreign Affairs</p> <p><b>Maria GUSEFF</b> Director, Unit for EU and Treaty Law, Legal Service, Ministry for Foreign Affairs</p> <p><b>Satu SISTONEN</b> Legal Counsellor, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Legal Service, Ministry for Foreign Affairs</p>
<b>FRANCE</b>	<p><b>Bathilde RICHOUX</b> Consultante juridique pour la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères</p> <p><b>Emmanuel LECLERC</b> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction des affaires juridiques, Sous-direction du droit de l'Union européenne et du droit international économique</p>
<b>GEORGIA / GEORGIE</b>	<p><b>Nino MICHIDZE</b> First category chief specialist in EU law department, Ministry of Justice of Georgia</p>

<b>GERMANY / ALLEMAGNE</b>	<p><b>Hans-Jörg BEHRENS</b> Head of Unit IVC1, Human Rights Protection, Government Agent before the ECtHR, Federal Ministry of Justice</p> <p><b>Kathrin MELLECH</b> Legal Advisor, Federal Ministry of Justice</p>
<b>GREECE / GRÈCE</b>	<p><b>Athina CHANAKI</b> Legal Counsellor, Legal Department/Public International Law Section, Ministry of Foreign Affairs of the Hellenic Republic</p>
<b>HUNGARY / HONGRIE</b>	<p><b>Monika WELLER</b> Co-agent before European Court of Human Rights, Ministry of Justice</p>
<b>ICELAND / ISLANDE</b>	<p><b>Sandra LYNGDORF</b> Deputy to the Permanent Representative of Iceland to the Council of Europe, Legal Advisor</p>
<b>IRELAND / IRLANDE</b>	<p><b>Barra LYSAGHT</b> Assistant Legal Adviser, Legal Division, Department of Foreign Affairs, Dublin</p>
<b>ITALY / ITALIE</b>	<p><b>Arturo ARCANO</b> Deputy Permanent Representative of Italy to the Council of Europe</p> <p><b>Maria Laura AVERSANO</b> Attachée Juridique, Permanent Representation of Italy to the Council of Europe</p>
<b>LATVIA / LETTONIE</b>	<p><b>Elīna Luīze VĪTOLA</b> Head of Office of the Representative of Latvia before International Human Rights Institutions, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia</p>
<b>LIECHTENSTEIN</b>	<p><b>Helen LOREZ-SCHWEIG</b> Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of Liechtenstein</p>
<b>LITHUANIA / LITUANIE</b>	<p><b>Karolina BUBNYTĖ-ŠIRMENĖ</b> Government Agent of the Republic of Lithuania to the European Court of Human Rights</p>
<b>LUXEMBOURG</b>	<p><b>Brigitte KONZ</b> Présidente du Tribunal, Tribunal d'Arrondissement de Diekirch</p> <p><b>Robert BEVER</b> Conseiller – Coordination Justice et Affaires intérieures</p>
<b>MALTA / MALTE</b>	<p><b>Daniel INGUANEZ</b> Lawyer, Office of the State Advocate</p>
<b>REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA</b>	<p><b>Mihaela MARTINOV-GUCEAC</b> Deputy to the Permanent Representative of the Republic of Moldova to the Council of Europe</p>

<b>MONACO</b>	<p><b>Gabriel REVEL</b> Représentant Permanent adjoint de Monaco auprès du Conseil de l'Europe</p>
<b>MONTENEGRO</b>	<p><b>Jelena RASOVIC</b> Legal adviser, Office of the Representative of Montenegro before the European Court of Human Rights</p>
<b>NETHERLANDS / PAYS-BAS</b>	<p><b>Liesbeth A CAMPO</b> Legal adviser, Permanent Representation of the Kingdom of the Netherlands to the European Union</p> <p><b>Anke RAIJMAKERS</b> Legal adviser, Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands – European Law department</p> <p><b>Nikki ESHUIS</b> Legal adviser, Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands – International Law department</p>
<b>NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD</b>	<p><b>Svetlana GELEVA</b> Permanent Representative of North Macedonia to the Council of Europe</p> <p><b>Elena BODEVA</b> Head of Council of Europe Unit, Directorate for Multilateral Relations, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of North Macedonia</p>
<b>NORWAY / NORVÈGE</b>	<p><b>Tonje MEINICH</b> Deputy Director General, Legislation Department, Ministry of Justice and Public Security, <b>Chair of the “46+1 Group”</b></p> <p><b>Steinar TRAET</b> Advisor, Legislation Department Section for Criminal and Procedural Law</p> <p><b>Tone Cecilia LANG</b> Deputy Permanent Representative of Norway, Permanent Representation of Norway to the Council of Europe</p> <p><b>Ketil Bøe MOEN</b> Director General, Legislation Department, Ministry of Justice and Public Security</p>
<b>POLAND / POLOGNE</b>	<p><b>Agata ROGALSKA-PIECHOTA</b> Co-Agent of the Government of Poland in cases and proceedings before the European Court of Human Rights, Head of Criminal Proceedings Section, Legal and Treaty Department, Ministry of Foreign Affairs</p> <p><b>Justyna SOBKIEWICZ</b> 2nd secretary for legal and institutional matters, Department of Institutional and Legal Affairs, Permanent Representation of the Republic of Poland to the EU</p>

<b>PORTUGAL / PORTUGAL</b>	<b>Catarina GARCIA</b> Permanent Representation of Portugal to the Council of Europe
<b>ROMANIA / ROUMANIE</b>	<b>Adriana-Mihaela BĂRBIERU</b> Deputy to the Permanent Representative of Romania to the Council of Europe  <b>Cornelia ZEINEDDINE</b> Second secretary, Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs of Romania
<b>SAN MARINO / SAINT-MARIN</b>	excused
<b>SERBIA / SERBIE</b>	excused
<b>SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE</b>	<b>Marián FILČÍK</b> Head of Human Rights Division, Secretary of the Governmental Council for Human Rights, National Minorities and Equal Treatment, Ministry of Justice of the Slovak Republic
<b>SLOVENIA / SLOVENIE</b>	<b>Matija VIDMAR</b> Secretary, Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Office for International Cooperation and Mutual Legal Assistance
<b>SPAIN / ESPAGNE</b>	<b>José Antonio JURADO RIPOLL</b> State Attorney General
<b>SWEDEN / SUEDE</b>	<b>Linda HELGEBY</b> Deputy Director, Department for International Law, Human Rights and Treaty Law, Ministry of Foreign Affairs  <b>Golshanak FATAHIAN</b> Legal adviser, Ministry of Justice
<b>SWITZERLAND / SUISSE</b>	<b>Alain CHABLAIS</b> Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Agent du Gouvernement suisse devant la Cour européenne des droits de l'Homme  <b>Sophie HEEGAARD-SCHROETER</b> Adjointe au Représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe  <b>Daniel FRANK</b> Département fédéral des affaires étrangères DFAE, Direction du droit international public DDIP, Chef de la Section droits de l'homme  <b>Cordelia EHRICH</b> av., Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ  <b>Silvia GASTALDI</b> Dr. iur., Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ

	<p><b>Christoph SPENLÉ</b> Département fédéral des affaires étrangères DFAE, Direction du droit international public DDIP, Chef suppléant de la Section droits de l'homme</p> <p><b>Nicola HOFER</b> Département fédéral des affaires étrangères, Secrétariat d'Etat Section Droits et accords</p>
<b>TÜRKIYE/ TÜRKIYE</b>	<p><b>Esra DOĞAN GRAJOVER</b> Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of Türkiye to Council of Europe</p> <p><b>Aysen EMÜLER</b> Legal expert, Permanent Representation of Türkiye to Council of Europe</p> <p><b>Naz TÛFEKÇIYASAR ULUDAĞ</b> Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Türkiye to Council of Europe</p>
<b>UKRAINE</b>	excused
<b>UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI</b>	<p><b>Rob LINHAM</b> Deputy Director for Human Rights, Ministry of Justice</p> <p><b>Patricia ZIMMERMANN</b> Head of International Human Rights, Ministry of Justice</p> <p><b>Beth MACLELLAN</b> Human Rights Policy Advisor</p> <p><b>Timothy MANLEY</b> Assistant Legal Adviser, Europe and Human Rights, Foreign, Commonwealth and Development Office</p> <p><b>Sarah ANELAY</b> Human rights policy, Foreign, Commonwealth and Development Office</p>
<b>EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE</b>	<p><b>Felix RONKES AGERBEEK</b> Member of the Legal Service, Head of the Negotiating Team, European Commission</p> <p><b>Mihaela CARPUS CARCEA</b> Member of the Legal Service, European Commission</p> <p><b>Per IBOLD</b> Minister Counsellor, Deputy to the Head of Delegation, EEAS</p> <p><b>Milena YOTOVA</b> Desk Officer, European External Action Service</p> <p><b>Efthymios TZIOKAS</b> Expert Counsellor, Political and Legal Advisor at the Delegation of the European Union to the Council of Europe</p>

	<p><b>Dora SCHAFFRIN</b> Member of the Legal Service, European Commission</p> <p><b>Margot PIJNENBURG</b> Legal Trainee</p>
--	---

**OBSERVERS / OBSERVATEURS**

<b>PRIVATE OFFICE / CABINET</b>	<b>Matthias KLOTH</b> Adviser, Private Office / Conseiller, Cabinet
<b>REGISTRY OF THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS / GREFFE DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME</b>	<b>Johan CALLEWAERT</b> Deputy Grand Chamber Registrar / Greffier Adjoint de la Grande Chambre
<b>DIRECTORATE OF LEGAL ADVICE AND PUBLIC INTERNATIONAL LAW / DIRECTION DU CONSEIL JURIDIQUE ET DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC</b>	<b>Jörg POLAKIEWICZ</b> Director, Directorate of Legal Advice and Public International Law, Council of Europe  <b>Irene SUOMINEN</b> Directorate of Legal Advice and Public International Law, Council of Europe  <b>Alina OROSAN</b> CAHDI
<b>COMMITTEE OF MINISTERS / COMITE DES MINISTRES</b>	<b>Zoe BRYANSTON-CROSS</b> Secretariat of the Committee of Ministers

**SECRETARIAT / SECRETARIAT**

<b>DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme et État de droit Council of Europe</b>	<b>Daniele CANGEMI</b> Head of Department, Department for Human Rights, Justice and Legal Cooperation Standard Setting activities / Chef de service, Service des activités normatives en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique
<b>DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme et État de droit Council of Europe</b>	<b>David MILNER</b> Head of the Human Rights Intergovernmental Co-operation Division, Secretary of the CDDH <i>ad hoc</i> negotiation group on the accession of the European Union to the European Convention on Human Rights / Secrétaire du Groupe de négociation <i>ad hoc</i> du CDDH sur l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme
<b>DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme et État de droit Council of Europe</b>	<b>Yanna PARNIN</b> Programme manager, Human Rights Intergovernmental Co-operation Division / Division de la Coopération intergouvernementale en matière des droits de l'homme
<b>DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme et État de droit Council of Europe</b>	<b>Sorina LECLER</b> Human Rights Intergovernmental Co-operation Division / Division de la Coopération intergouvernementale en matière des droits de l'homme

**INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

Chloé CHENETIER-KIPPING

Lucie DE BURLET

Corinne McGEORGE-MAGALLON

Jean-Jacques PEDUSSAUD

**ANNEXE II****Agenda / Ordre du jour**

<b>1. Opening of the meeting and adoption of the agenda</b>	<b>1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour</b>
<b>2. Issues relating to Article 7 of the Accession Agreement (including the relevant parts of the other accession instruments)</b>	<b>2. Questions relatives à l'article 7 de l'accord d'adhésion (y compris les parties pertinentes des autres instruments d'adhésion)</b>
<b>3. Article 3 of the draft Accession Agreement</b>	<b>3. Article 3 du projet d'accord d'adhésion</b>
<b>4. Basket 4 (the situation of EU acts in the area of the Common Foreign and Security Policy that are excluded from the jurisdiction of the Court of Justice of the European Union)</b>	<b>4. Panier 4 (la situation des actes de l'UE dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune qui sont exclus de la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne)</b>
<b>5. Editorial review of the draft revised accession instruments</b>	<b>5. Révision éditoriale des projets d'instruments d'adhésion révisés</b>
<b>6. Adoption of the Report of the Group to the CDDH</b>	<b>6. Adoption du Rapport du Groupe au CDDH</b>
<b>7. Other business</b>	<b>7. Questions diverses</b>
<b>8. Adoption of the meeting report</b>	<b>8. Adoption du rapport de réunion</b>